

La folie du libre-échangeisme européiste illustrée : pénurie de chloroquine et de bouteilles d'oxygène !

écrit par Antiislam | 24 mars 2020



Les libéraux et les européistes (ce sont les mêmes) nous serinent en permanence la « théorie » des avantages comparatifs de Ricardo.

En gros, chaque pays doit se spécialiser dans ce qu'il sait le mieux faire, ce qu'il peut faire à moindre coût.

Résultat , délocalisations massives d'industries vers la Chine, ventes à des fonds de pension étrangers et fermetures des usines françaises.

Deux exemples d'actualité démontrent l'absurdité de cette idéologie libre-échangiste dont les méfaits dans le domaine de la liberté de circulation des personnes sont tout aussi effroyables.

Premier exemple :

Coronavirus : Luxfer à Gerzat (Puy-de-Dôme) : l'absurde situation d'une entreprise qui pourrait sauver d'une pénurie éventuelle de bouteilles d'oxygène

Le 26 novembre 2018, les 136 salariés apprenaient la fermeture de leur usine à Gerzat (Puy-de-Dôme). Un site pourtant bénéficiaire et au carnet de commandes plein. Depuis, les employés n'ont eu de cesse d'alerter sur l'absurdité de cette décision. Une décision qui devient ubuesque au regard de la situation actuelle.

L'actualité, les 136 employés de Luxfer à Gerzat la regarde abasourdis. Les jambes coupées par la frustration.



« La moitié de nos activités consistait à faire des bouteilles pour les pompiers et l'autre moitié pour les hôpitaux. Ce qui veut dire qu'on aurait pu être utile pour les deux plus grosses catastrophes planétaires des douze derniers mois : les incendies en Australie et la pandémie actuelle. »

Les dix derniers salariés de Luxfer à Gerzat (Puy-de-Dôme) viennent d'être licenciés

Axel Peronczyk, délégué du personnel CGT, est dépité. Pourtant, le jeune homme vient de dormir dans son lit pour la première fois depuis 60 jours. « J'étais déjà confiné avant », tente-t-il de plaisanter. Aujourd'hui, pour respecter les consignes sanitaires, l'occupation du site de Gerzat est assurée par un seul d'entre eux à la fois.

✖ Axel Peronczyk.

Mais l'essentiel n'est même plus à sauver leurs emplois. Les salariés veulent se rendre utiles. **« On a appelé le ministère de l'Economie et des Finances et on est encore plus inquiets parce qu'ils n'ont pas su nous dire le stock de bouteilles d'oxygène en France, ni s'il y avait un risque de pénurie. »**

Dans les hôpitaux, les malades du Covid-19 sont, souvent, sous respiration artificielle. Dans les établissements, ils sont raccordés à de grandes cuves d'oxygène. Mais pour les traitements à domicile ou lors des transferts, comme depuis l'hôpital saturé de Mulhouse, les patients sont branchés sur des bouteilles d'oxygène.

Il s'en fabrique à Nottingham en Grande-Bretagne, en Turquie, sinon il faut aller en Chine ou aux Etats-Unis. Nous sommes le seul fabricant en Europe.

✖

Relevant ce passage du discours présidentiel, « Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché », les ex-salariés de Luxfer en appellent à **« la responsabilité de l'Etat français en nationalisant définitivement l'usine de Gerzat pour un redémarrage immédiat de l'activité avant de nous retrouver dans une pénurie similaire à l'Italie, l'Iran ou la Chine. Les ancien.nes salarié.e.s sont prêts à aider à endiguer cette pandémie et n'attendent que le feu vert de l'Etat pour redémarrer ces productions. »**

Les agents de l'Etat ont inspecté le site de l'entreprise Luxfer, à Gerzat

L'entreprise avait déjà été nationalisée, selon Axel Peronczyk, entre 1988 et 1995. « Il ne faut pas trop tarder.

Il nous faudra 6 à 7 semaines pour sortir la première bouteille. Si ce n'est pas déjà trop tard, il faut agir maintenant. »



Lorsque l'usine de Gerzat fonctionnait, le site produisait environ 950 bouteilles par jour travaillé.

Simon Antony

https://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand-63000/actualites/luxfer-a-gerzat-puy-de-dome-l-absurde-situation-d-une-entreprise-qui-pourrait-sauver-d-une-penurie-eventuelle-de-bouteilles-d-oxygene_13767931/#refresh

Deuxième exemple :

La société Famar a été placée en juin dernier en redressement judiciaire. Aujourd'hui, elle est pourtant la seule société habilitée à produire de la chloroquine en France, une molécule actuellement testée contre le coronavirus.

A l'heure où naissent des espoirs – et des doutes – sur la **chloroquine** pour soigner des patients atteints du covid-19, le seul fabricant français habilité par l'Agence nationale de sécurité du médicament est en redressement judiciaire.

Dans un communiqué publié la semaine dernière, les syndicats ont alerté sur la situation de ce site installé à Saint-Genis-Laval, près de Lyon.

« Les dernières interventions du Ministre Olivier Véran sur les situations critiques liées aux pénuries de médicaments et au risque épidémique du Covid-19 devraient nous permettre de reconsidérer l'avenir de notre site dans le but de retrouver une indépendance sanitaire. FAMAR LYON est l'unique usine enregistrée pour délivrer le marché Français en Nivaquine », nom sous lequel la chloroquine

est commercialisée, indique la CGT.

L'entreprise, qui compte près de 250 salariés, a été placée en redressement le 24 juin dernier.

Sur les 12 sites que comptait le groupe Famar vendu par le fonds d'investissement américain KKR, celui de Saint-Genis-Laval est le seul à ne pas avoir trouvé un repreneur.

« Les différents appels d'offre réalisés depuis l'ouverture de cette procédure collective sont restés sans suite », affirme la CGT.

« C'est complètement invraisemblable. On a un outil de production qui est prêt à fermer alors qu'on pourrait délivrer des médicaments de tous types dont la Nivaquine qui pourrait être en fait un axe thérapeutique », alerte sur BFM Lyon Yannig Donius, délégué syndical CGT Famar Lyon. « J'en appelle aux pouvoirs publics pour qu'on puisse trouver une issue industrielle de sorte que l'emploi continue à être présent sur ce site là ».

Un traitement qui suscite espoir et méfiance

Depuis plusieurs jours, la chloroquine, traitement anti-paludique, a suscité un certain optimisme dans la quête d'un médicament pour soigner les patients atteints du coronavirus. Le professeur Didier Raoult, directeur de l'IHU Méditerranée Infection à Marseille, a présenté la semaine dernière une étude qui semble selon lui démontrer une amélioration chez ses patients.

Toutefois, **de nombreux spécialistes ont émis des réserves**, estimant notamment que les essais menés auprès de 24 patients ne répondent pas à tous les critères nécessaires.

Malgré ces doutes, la molécule a été intégrée à un essai clinique européen à grande échelle.

Lancé à Lyon dimanche et baptisé Discovery, cet essai vise à tester quatre traitements contre le coronavirus.

Benjamin Rieth

<https://www.bfmtv.com/economie/coronavirus-pres-de-lyon-le-seul-fabricant-de-chloroquine-en-france-est-en-redressement-judiciaire-1880526.html#xtor=AL-68>